

Motion 2964

STOP à une médecine à deux vitesses !

Le GRAND CONSEIL de la République et canton de Genève
considérant :

- qu'à Genève, plus de 15%¹ des personnes renoncent aux soins pour des raisons financières, avec une variation du taux de renoncement de 3,7% pour le groupe ayant le revenu le plus élevé à 30,9% pour les plus bas revenus ;
- l'augmentation annoncée de 9,1% en moyenne des primes d'assurance-maladie pour le canton de Genève qui pèsera lourdement sur les ménages qui assument déjà près de 70% des coûts de la santé² ;
- que les maladies cardiovasculaires sont la première cause de décès en Suisse³ ;
- que la prévention et la promotion de la santé sont peu prises en charge à travers l'assurance-maladie de base ;
- qu'une médecine de premier recours forte est indispensable pour réduire durablement les coûts de la santé et mener des interventions de prévention et de promotion de la santé efficaces,

invite le Conseil d'Etat

- à instituer sur le canton de Genève un programme de prévention et de dépistage des maladies cardiovasculaires ;
- à intégrer ce programme dans une approche multimodale au sein du plan cantonal de promotion de la santé et de prévention 2024-2028 ;
- à y intégrer des consultations de prévention secondaire individualisées pour des patients et patientes cibles ;

¹ De Mestral, C., Petrovic, D., Marcus, K., Dubos, R., Guessous, I. et Stringhini, S. (2022). Renoncement aux soins de santé en Suisse. Prévalence, déterminants et conséquences. Rapport mandaté par l'Office fédéral de la santé publique. Berne : OFSP

² <https://kof.ethz.ch/fr/news-et-manifestations/kof-bulletin/numeros/2022/04/couts-de-la-sante.html>

³ Office fédéral de la statistique (OFS) 2023

- à prendre en considération les déterminants sociaux de la santé et les autres motifs de renonciation aux soins, afin de déterminer la population cible ;
- à mettre en place un partenariat avec les médecins de premier recours et d'autres professionnels et professionnelles de la santé, pour la mise en place du programme et la réalisation de ces consultations.